

Paris, le 20 février 2014

Dossier suivi par : XXXX  
Tél. : XXXX  
Courriel : recommandations@energie-mediateur.fr

N° de saisine : XXXX  
N° de recommandation : 2014-0060

Objet : Recommandation du médiateur sur votre saisine

Monsieur,

Je fais suite aux différents échanges que nous avons eus dans le cadre de votre saisine relative à un litige avec le distributeur A sur la prise en charge financière du déplacement d'un ouvrage de distribution publique implanté sur votre propriété privée.

Par courrier du 12 avril 2013, vous avez demandé au distributeur A le déplacement d'un pylône électrique situé sur votre terrain qui ferait obstacle à la réhabilitation de votre habitation.

Le distributeur A ne s'est pas opposé au déplacement mais a refusé sa prise en charge financière.

Vous faites valoir que :

- vous avez le droit de modifier votre propriété et, qu'à ce titre, vous n'avez pas à supporter les conséquences financières du déplacement du pylône électrique ;
- vous réalisez des travaux de reconstruction conformément à un arrêté ministériel du 22 février 2008, qui a reconnu l'état de catastrophe naturelle sur la commune XXXX en raison de mouvements de terrains ;
- le devis de déplacement d'ouvrage délivré par le distributeur A le 13 mai 2013 (5 035,26 euros TTC) met à votre charge des frais qui relèvent selon vous du renforcement du réseau de distribution publique.

J'ai étudié votre dossier ainsi que les observations que le distributeur A m'a adressées.

Selon mon analyse de la réglementation<sup>i</sup>, si le pylône électrique en cause empêche ou gêne un projet de construction justifié, le distributeur A est tenu de le déplacer à ses frais<sup>ii</sup>, sous réserve que ce pylône ne soit pas destiné à alimenter exclusivement votre habitation.

Vous faites état d'un arrêté de la commune XXXX du 1<sup>er</sup> mars 2013, vous permettant de réhabiliter votre maison d'habitation mais aussi de l'agrandir (« *surface plancher créée de 9 m<sup>2</sup>* »), ce qui motive le déplacement du pylône électrique.

Le distributeur A vous a précisé dans son courrier du 17 juin 2013 que « *les travaux ne peuvent être pris en charge par le distributeur A car le dernier support doit être considéré comme un poteau de branchement, aucune extension de réseau n'étant possible* ».

Les plans et photographies transmises avec le devis du 13 mai 2013, notamment le type de câble électrique utilisé, montrent que le support à déplacer est destiné à desservir exclusivement votre habitation située en extrémité de ligne et entourée de terrains agricoles.

Par conséquent, le distributeur A apparaît bien-fondé à vous réclamer une contribution pour le déplacement du pylône électrique implanté sur votre parcelle.

Concernant le montant des travaux, les dispositions en vigueur<sup>iii</sup> ne prévoient pas de tarification publique pour le déplacement d'ouvrage de raccordement demandé par l'utilisateur mais laissent la possibilité au distributeur A de déterminer un coût sur devis.

Ainsi, le catalogue des prestations du distributeur A précise dans son préambule que « *les prix des prestations sur devis [...] sont construits sur la base :*

- *de coûts standards de main d'œuvre, en fonction de la qualification des intervenants,*
- *de prix figurant dans des canevas techniques pour les opérations standards ou de coûts réels. »*

Le devis délivré par le distributeur A, le 13 mai 2013, se présentait de la façon suivante :

Désignation	Quantité	Unité	Prix unitaire HT avant réfaction	Montant HT avant réfaction	Taux TVA
Branchement Sout. Aero-Sout. Terminal c oté réseau	1	PRE	597,47	597,47	19,60 %
Branchement Sout. Aero-Sout. Terminal c oté client	1	PRE	418,89	418,89	19,60 %
Terrassements et câbles en domaine privé	1	PRE	254,36	254,36	19,60 %
Travaux Aériens BT	1	PRE	1.219,49	1.219,49	19,60 %
Dépose	1	PRE	346,26	346,26	19,60 %
Frais Administratifs et constitution de fonds de plans	1	PRE	669,78	669,78	19,60 %
Mises en Chantier	1	PRE	532,83	532,83	19,60 %
Accès Réseau	1	PRE	171,00	171,00	19,60 %
			<b>Montant HT</b>	<b>Montant TVA</b>	<b>Montant TTC</b>
Soumis à une TVA au taux de 19,60 % :			4.210,08	825,18	5.035,26

Il convient de rappeler qu'il n'existe pas de réglementation générale imposant un contenu aux devis établis par les professionnels, hormis dans certains secteurs. Néanmoins, tous les consommateurs doivent être informés du prix et du contenu des prestations envisagées, avant la conclusion d'un contrat. Il est admis que cette information soit renforcée pour les prestations complexes ou techniques afin de la rendre accessible à un consommateur profane.

A cet égard, je constate que le devis transmis par le distributeur A sous la forme d'intitulés abrégés de prestations ne comportait pas les précisions nécessaires pour comprendre et évaluer les prestations proposées par le distributeur.

Pour cette raison, à la demande de mes services, le distributeur A a transmis les éléments du canevas technique (en annexe), ayant servi de référence pour établir ce devis.

Il s'agit pour l'essentiel de forfaits, couvrant les frais de fonctionnement du distributeur ainsi que les montants payés à ses fournisseurs.

Ce canevas technique ne fait pas partie du barème du distributeur A pour la facturation des opérations de raccordement, approuvé par la Commission de régulation de l'énergie.

Or, il convient de rappeler que les prestations ici visées sont réalisées sous monopole du distributeur. Les clients n'ont pas la possibilité de solliciter un devis comparatif pour vérifier la pertinence de la solution technique retenue et le bien-fondé des forfaits appliqués.

Il serait donc légitime que la Commission de régulation de l'énergie puisse contrôler ces forfaits, et les approuver comme elle le fait pour les barèmes de raccordement. Ce contrôle par un tiers indépendant garantirait que les prix appliqués sont en cohérence avec les travaux visés.

En outre, l'information des consommateurs devrait être améliorée afin qu'ils soient en mesure de vérifier le bien-fondé de la proposition qui leur est faite, puis la bonne exécution des prestations qu'ils paient.

Dans le cas présent, j'observe que le distributeur A a renouvelé le réseau à l'occasion de cette opération (pose à ses frais de 76 m de câble torsadé), en économisant des coûts (mobilisation de main d'œuvre, déplacements, formalités administratives) que vous avez supportés. Je pense donc équitable que le distributeur prenne en charge 50 % du prix d'implantation du nouveau support d'arrêt (1 458,51 euros TTC).

Par conséquent, je recommande au distributeur A de vous rembourser 730 euros TTC sur le montant facturé.

Dans un but de prévention des litiges et dans l'intérêt collectif des consommateurs, je recommande au distributeur A de rendre ses devis plus compréhensibles en veillant en particulier à ce que les intitulés ne soient pas abrégés.

Afin d'améliorer la transparence attendue d'un service public en monopole, je recommande également au distributeur A de rendre public le canevas technique utilisé pour ses prestations sur devis, dans un format accessible au grand public.

Je recommande également aux pouvoirs publics de faire évoluer la réglementation pour que la Commission de régulation de l'énergie puisse contrôler et approuver les canevas techniques des prestations réalisées sous monopole.

Cette recommandation n'est pas contraignante mais elle clôt le traitement amiable de votre litige. Si vous êtes en désaccord avec son contenu, vous pouvez demander à un tribunal compétent de rendre un jugement sur le litige qui vous oppose au distributeur A (voir fiche ci-jointe).

En application des dispositions de l'article 3 du décret n°2007-1504, le distributeur A m'informera dans un délai de deux mois des suites données à cette recommandation.

N'hésitez pas à me solliciter au numéro de téléphone ci-dessus ou par courriel pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie  
Jean Gaubert

---

<sup>i</sup> Aux termes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 aujourd'hui codifié à l'article L. 323-6 du Code de l'énergie, la présence d'un pylône électrique sur un terrain privé « *n'entraîne aucune dépossession* » pour le propriétaire qui peut opérer des modifications de sa propriété conformes à son utilisation normale : « *celui-ci peut, selon le cas, démolir, réparer, surélever, se clore, bâtir, le déplacement d'ouvrage correspondant étant assuré aux frais du concessionnaire* » (article 12 B. du cahier des charges de concession en vigueur en XXXX).

Il en est de même, selon l'article 12 B. précité, « *pour les ouvrages desservant un usager se situant seul en extrémité de ligne, y compris l'élément terminal de celle-ci si on peut valablement estimer que celui-ci est susceptible de constituer, à terme, le point de départ d'une nouvelle extension* ».

<sup>ii</sup> Selon une jurisprudence constante de la Cour de cassation, voir notamment les arrêts rendus par la 3<sup>e</sup> chambre civile le 17 juillet 1972 (n°71-70.223), le 4 avril 2001 (n°00-70.079) et le 19 juin 2002 (n°00-11.904).

<sup>iii</sup> Conformément à l'article 14 - Raccordements spécifiques - du barème pour la facturation des raccordements au réseau public de distribution d'électricité concédé au distributeur A et en application de l'article 2 de l'arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.